

**INSTITUTION ADOUR**  
\*\*\*\*\*  
Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour  
\*\*\*\*\*  
**Séance du 12 janvier 2016**



Aujourd'hui, le douze janvier deux mille seize à 11h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES,  
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés : Monsieur Charles PELANNE

---

**OBJET : DOSSIER II - Affaires diverses / Autorisation de signature - Marché : Audit des Délégations de Service Public**

**Exposé des motifs :**

Considérant la volonté de l'Institution Adour de réaliser un audit des Délégations de Service Public en cours afin d'assurer la transparence financière et le contrôle du délégataire,

Il convient d'autoriser le Président à signer le marché à intervenir estimé à 30 000 € HT dont l'objet est d'apprécier les conditions d'exécution des contrats tant sur le plan technique, juridique que financier, de déterminer les marges d'amélioration existantes le cas échéant et de construire un outil de contre-expertise des documents de suivi fournis par le délégataire.

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**D E C I D E**

**Article 1**

Monsieur le Président est autorisé à signer le marché à intervenir d'audit des Délégations de Service Public,

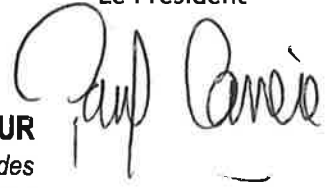
Les crédits étant inscrits au budget,

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 12 janvier 2016 à Mont de Marsan

Le Président



**INSTITUTION ADOUR**  
Département des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

